



www.journalumali.com

Journal du Mali

L'hebdo

N°585 du 16 au 22 juillet 2026

CEDEAO-AES
VOISINS MALGRÉ TOUT

MALI-MAROC
LE PARI DU JUSTE ÉCHANGE

BALANI DOGOKOUN
BOIS PARLANT



FORUM INTERNATIONAL DE LA DIASPORA

DE L'ENVOI À L'EMPLOI

Avec près de 650 milliards de francs CFA transférés en 2024, la diaspora constitue une force économique majeure. Le défi est désormais de convertir une partie de cette manne en investissements viables, malgré les difficultés d'accès au financement, aux garanties et à l'accompagnement.

GRATUIT

Ne peut être vendu

EMPRUNTS OBLIGATAIRES PAR APPEL PUBLIC À L'ÉPARGNE

« ÉTAT DU MALI 6,55% 2026-2036
ÉTAT DU MALI 6,35% 2026-2033 »

ENSEMBLE POUR UN MALI SOUVERAIN ET PROSPÈRE

MONTANT
TOTAL
100
MILLIARDS
DE FCFA

PÉRIODE DE SOUSCRIPTION
DU 13 AU 24 JUILLET 2026

ÉMISSION A

Montant 60 milliards de FCFA
Taux 6,55%
Maturité 10 ans
Différé 3 ans

ÉMISSION B

Montant 40 milliards de FCFA
Taux 6,35%
Maturité 7 ans
Différé 2 ans

REPRÉSENTANT DE L'ÉMETTEUR
TRÉSOR PUBLIC DU MALI



ARRANGÉUR
ET CHEF DE FILE



CO-CHEF DE FILE



ABCO BOURSE - AFRICABOURSE - AFRICAINE DE BOURSE - AFRICAINE DE GESTION ET D'INTERMEDIATION - ATLANTIQUE FINANCE - BIBE FINANCE & SECURITE - BICI BOURSE - BNI FINANCES - BOA CAPITAL SECURITIES - CGF BOURSE - ATTUARIES SECURITIES WEST AFRICA - CORIS BOURSE - EDC INVESTMENT CORPORATION - EVEREST FINANCES - HUDSON & CIE - IMPAXIS SECURITIES - NSIA FINANCES - PHOENIX CAPITAL MANAGEMENT - SGI BENIN - SGI NIGER - SGI TOGO - SOGEBOURSE - SBIF - SGI MALI - SIRUS CAPITAL - SOCIETE GENERALE CAPITAL SECURITIES - UNITED CAPITAL FOR AFRICA - INVICTUS CAPITAL FINANCE - BRIDGE SECURITIES - FGI - MAC AFRICAN - SGI - BSIC CAPITAL - GLOBAL CAPITAL - CIFA BOURSE - ORAGROUP SECURITIES - IFI-GEK CAPITAL - KERALES FINANCE - MANSA CAPITAL - ONE AFRICA MARKETS (OAMIA)

L'original de la présente note d'information de l'opération a été enregistrée par
l'Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine (AMF-UMOA) sous les numéros EE/26-15 et EE/26-16 en date du 09 juillet 2026

ÉDITO

**Routes de Bamako :
À quand des chaussées
durables ?**

À Bamako, chaque pluie remet les mêmes usagers face aux mêmes difficultés. Des trous apparaissent ou s'élargissent, l'eau stagne, les motos zigzaguent, les véhicules ralentissent brutalement et les piétons cherchent un passage entre boues, flaques et flux de circulation. Pour les chauffeurs, les réparations se multiplient. Pour les familles, un trajet vers l'école, le marché ou le centre de santé peut devenir plus long, plus coûteux et parfois plus dangereux. Le problème devient encore plus préoccupant lorsque ces dégradations touchent des axes récemment réhabilités. La pluie accélère l'usure, mais elle ne suffit pas à tout expliquer. Le drainage, la qualité des matériaux, le compactage, le trafic et l'entretien déterminent aussi la résistance d'une chaussée. À chaque chantier correspondent pourtant des responsabilités précises. Des services suivent les travaux, des bureaux les contrôlent, des entreprises les exécutent et des procédures de réception doivent permettre de relever les défauts avant la clôture définitive du marché. Lorsque la route se fissure peu après sa remise en service, les causes doivent être établies et les corrections prévues appliquées. Il ne s'agit pas de désigner un coupable sans preuves. Il s'agit de protéger les usagers et de rappeler que ces routes sont financées par des fonds publics. Rendre accessibles le coût des travaux, l'entreprise retenue, le bureau de contrôle, la date de réception et la durée de garantie aiderait à comprendre ce qui s'est passé. Les habitants de Bamako n'attendent pas des chaussées parfaites en toute saison. Ils attendent des routes conçues pour durer, suivies jusqu'au bout et réparées avant que les pluies ne transforment chaque trajet en parcours du combattant.

MASSIRÉ DIOP

LE CHIFFRE

51 millions

C'est le nombre d'habitants que comptera le Mali à l'horizon 2050, selon les projections de la Direction nationale de la population.

ILS ONT DIT...

- « La refondation de l'État ne saurait se limiter à la réforme des institutions. Elle exige avant tout une refondation des comportements. Chaque acte d'intégrité renforce la confiance des citoyens, consolide l'État et prépare un avenir meilleur pour le Mali ». **Yaya Gologo, ministre de la Refondation de l'État**, en marge de la célébration de la Journée africaine de lutte contre la corruption, le 14 juillet 2026.
- « Les réponses sécuritaires seules ne suffiront pas. Pour s'attaquer efficacement aux causes profondes de l'instabilité, il faut investir dans les fondements sociaux, économiques et environnementaux de la paix ». **Leonardo Santos Simão, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel**, devant le Conseil de sécurité, le 14 juillet 2026.

RENDEZ-VOUS

18 juillet 2026 :

Journée culturelle de la Région de Douentza, Palais de la Culture Amadou Hampâté Bâ, Bamako

22 juillet 2026 :

Sommet extraordinaire de l'Union africaine sur la santé publique, Accra, Ghana

22-24 juillet 2026 :

Africa Social Impact Summit, Lagos, Nigéria

26 juillet 2026 :

Aigles dames de football vs Cameroun, CAN féminine 2026, Maroc

UN JOUR, UNE DATE

16 juillet 2014 : signature d'un traité en matière de coopération de défense entre la France et le Mali.



Ibrahim Badou, élève du lycée public de Goundam (région de Tombouctou), s'est classé premier national au baccalauréat malien 2026, avec une moyenne de 18,18/20 en série TSECO.



L'humoriste malien **Lamine Samaké**, connu sous le nom de **Claba**, a été placé sous mandat de dépôt ce 14 juillet 2026, à la suite d'une altercation impliquant un tiers.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



À Anéfis, le commandant du Théâtre-Est de l'opération Dougoukoloko, le colonel-major **Karim Traoré**, accompagné de son état-major, s'est rendu sur le terrain le 14 juillet pour constater la situation après les affrontements du 4 au 9 juillet et échanger avec les unités engagées.

RPA

DIASPORA MALIENNE : LE PARI DE L'INVESTISSEMENT PRODUCTIF

Le Forum international de la Diaspora tient sa deuxième édition du 16 au 18 juillet à Bamako, avec l'investissement productif au centre des échanges. Une question domine : comment orienter une part de l'épargne, des compétences et des réseaux des Maliens de l'extérieur vers des activités viables, créatrices de valeur et d'emplois ?

MASSIRÉ DIOP

En 2024, le Mali a reçu près de 1,07 milliard de dollars de transferts personnels, soit plus de 650 milliards de francs CFA et un peu plus de 4% du PIB, selon la Banque mondiale. Ces données saisissent parfaitement les circuits informels. Les envois financent d'abord l'alimentation, la santé, la scolarité, le logement, des équipements collectifs et des initiatives locales. Cette solidarité demeure le premier apport économique de la diaspora. Le Forum veut élargir cette contribution à l'investissement productif, à travers des panels sur le financement, l'environnement des affaires et le transfert de compétences, des rencontres d'affaires, la présentation de projets bancaires, des expositions et un guichet unique d'accompagnement. Le débat dépasse les trois journées du Forum. Il porte sur le passage du transfert à l'épargne, puis de l'épargne au capital investi dans une activité viable, avec le promoteur, l'investisseur, la banque, les intermédiaires financiers et les collectivités au bout de la chaîne.

L'épargne avant l'investissement Dans une tribune publiée le 14 juillet 2026 en marge du Forum, Harouna Niang, ancien ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Promotion des investissements, déplace le point de départ du débat. « Un investissement durable est presque toujours précédé par une capacité d'épargne », affirme-t-il. Il propose de ne pas limiter la réflexion à la création d'entreprises, mais d'y intégrer la constitution au Mali

d'une épargne stable, rémunérée et accessible à distance. Une étude du Fonds international de développement agricole, publiée en 2022 à partir d'une enquête menée en 2021 auprès de 209 personnes et de 90 organisations en France, en Espagne et en Italie, fait apparaître un fort intérêt. Parmi les individus interrogés, 95% souhaitent entreprendre ou investir, 61% investir dans des entreprises et 69% placer de l'argent au Mali. Seuls 20% avaient déjà réalisé un premier investissement. Cet échantillon éclaire surtout les pratiques de la diaspora établie dans ces trois pays européens. Pour Mahamadou Beïdaly Sangaré, économiste et enseignant-chercheur à la Faculté des Sciences économiques et de gestion de Bamako, la mobilisation d'une part des fonds vers des activités productives doit préserver leur rôle social. Il évoque la création d'opportunités dans les régions d'origine et l'accompagnement des ménages souhaitant développer des activités génératrices de revenus.

Il ne s'agit pas de demander à la diaspora de choisir entre son intérêt personnel et l'intérêt national. Il s'agit de construire un système où les deux convergent naturellement.

Le projet face au filtre bancaire Les données du FIDA mesurent le passage de l'intention au projet. Sept entreprises sur dix déjà concrétisées par les répondants représentaient un budget de 10 000 à 50 000 euros, soit environ 6,6 à 32,8 millions de francs CFA. Elles étaient financées principalement sur fonds propres. Le recours aux



Le ministre des Maliens de l'extérieur, Mossa Ag Attaher lors du lancement de la 2ème édition du Forum international de la Diaspora le 3 juillet 2026.

banques ou à la microfinance restait inférieur à 5%, tandis que 82% des personnes interrogées citaient le financement comme première difficulté. « L'entrepreneuriat ne s'improvise pas », souligne Mahamadou Beïdaly Sangaré. Il relie plusieurs échecs au manque de préparation des promoteurs et cite le conseil, l'orientation, la formation et le suivi parmi les appuis susceptibles de sécuriser leur parcours. Selon Moussa Niang, cadre de banque spécialisé dans le risque et les produits bancaires, le lieu de résidence du promoteur ne change pas les critères fondamentaux du crédit. « Ce n'est pas le porteur qui importe,

Mali sont examinés au regard des règles applicables aux entreprises, aux sûretés et aux contrats de financement.

Des déposants avant tout « La diaspora n'est pas vue comme une clientèle qui a besoin de crédit, mais comme de potentiels déposants », observe Moussa Niang. Les offres portent surtout sur les comptes de dépôt, les comptes à terme, l'épargne rémunérée et le rapatriement de fonds. Lorsqu'un Malien de l'extérieur sollicite un financement, son dossier rejoint le circuit ordinaire d'analyse du risque. Mahamadou Beïdaly Sangaré distingue les membres de la

REPÈRES

16-18 juillet 2026 :
2ème édition du FID

650 milliards :
montant estimé par an des transferts de la diaspora vers le Mali

15% :
part de ces fonds consacrée aux investissements productifs

met l'accent sur la garantie. « Un collatéral pour les investissements, sur le modèle du FACEJ, serait un grand pas », estime-t-il. Un tel mécanisme réduirait une partie du risque supporté par la banque sans remplacer l'étude de la viabilité du projet.

Une chaîne d'acteurs financiers Harouna Niang élargit la relation au-delà du face-à-face entre banques et emprunteurs. Sa tribune associe banques, assurances, opérateurs de transfert, fintech, organisations de la diaspora et sociétés de gestion et d'intermédiation. Il rattache aux banques l'épargne et les services numériques, aux assurances la couverture des patrimoines et des investissements et aux opérateurs de transfert

la fluidité des transactions. L'ancien ministre attribue aux SGI un rôle de liaison : structuration financière, levées de fonds privées, fonds sectoriels, rapprochement avec des investisseurs et préparation des sociétés capables d'accéder au marché régional. Des expériences existent déjà. Yiri-Mali permet à des membres de la diaspora de financer des microentreprises gérées par leurs proches, tandis que Ciwara Capital investit dans des PME maliennes et leur apporte un appui technique. Pour étayer cette approche, Harouna Niang cite les produits bancaires développés par l'Inde pour ses ressortissants établis à l'étranger, les obligations destinées à la diaspora israélienne et les dispositifs mis en place par le Maroc. Il présente ces expériences comme des combinaisons d'instruments adaptés, d'institutions crédibles et d'un climat de confiance entretenu dans la durée. Le guichet unique « Diaspora Invest » annoncé au Forum est présenté comme un point d'entrée vers les administrations et partenaires. L'API-Mali indique parallèlement qu'un guichet d'accompagnement consacré à la diaspora est en cours d'opérationnalisation.

Leur articulation doit préciser les services accessibles à distance, les délais et le suivi des projets. La première édition avait réuni plus de 300 investisseurs venus de 66 pays et les rencontres B2B et les séances sur les projets bancaires doivent rapprocher l'épargne disponible des besoins identifiés.

Les collectivités en première ligne

Pour les organisations de la diaspora, l'investissement productif ne se limite pas à la création d'une société. L'étude du FIDA y rattache aussi les activités génératrices de revenus, les équipements améliorant la production et certains investissements dans l'éducation ou la santé, lorsqu'ils renforcent durablement les capacités locales. Parmi les 90 organisations interrogées, 83% citaient l'agriculture, 59% la santé et 58% l'éducation comme domaines souhaités d'intervention. Plus de la moitié conservaient un lien de solidarité et de redevabilité à l'échelle du village, plaçant les collectivités et les communautés locales parmi les acteurs du choix, du suivi et de la pérennité des projets. Mahamadou Beïdaly Sangaré cite également l'agriculture et l'industrie parmi les activités susceptibles de créer des emplois et de la valeur ajoutée dans les économies locales. À l'apport financier s'ajoutent les compétences acquises à l'étranger, les partenaires techniques, les réseaux commerciaux, les méthodes de gestion et la connaissance de nouveaux marchés. Le programme du Forum place ses échanges entre deux horizons : l'argent envoyé pour répondre à l'urgence familiale et le capital engagé sur plusieurs années. « Il ne s'agit pas de demander à la diaspora de choisir entre son intérêt personnel et l'intérêt national. Il s'agit de construire un système où les deux convergent naturellement », résume Harouna Niang. ■

3 QUESTIONS À



MAHAMADOU B. SANGARÉ

Économiste

1 Quelle part des transferts de la diaspora malienne alimente l'investissement productif ?

Les chiffres officiels évaluent les transferts de la diaspora à près de 650 milliards de FCFA par an. Mais si l'on considère que seul le quart des fonds transite par les circuits officiels, le montant réel pourrait dépasser 2 000 milliards. Selon certaines études, plus de 85% de ces ressources servent à la consommation des familles et seulement 15% aux investissements productifs. Pour augmenter cette part, il faut que les ménages accroissent leur propension à investir, en consacrant les sommes reçues à des activités productives.

2 La création directe d'entreprises reste-t-elle une option ?

Elle s'ajoute aux mécanismes envisageables et permet aux membres de la diaspora de devenir porteurs d'une initiative entrepreneuriale. Elle convient à ceux qui veulent jouer un rôle actif dans leur investissement.

3 Pourquoi la diaspora pourrait-elle se distinguer des investisseurs étrangers ?

Les intérêts des investisseurs étrangers ne correspondent pas forcément aux secteurs prioritaires du pays. Ces investissements restent concentrés dans des secteurs rentiers comme les mines, les banques et les télécommunications, qui n'ont pas créé autant d'emplois qu'espéré. Au-delà de la recherche de rentabilité, les Maliens de la diaspora sont soucieux du développement économique de leur pays et peuvent être plus enclins à investir dans des secteurs prioritaires.

BURKINA FASO : L'ÉPARGNE DE LA DIASPORA FINANCE LES GRANDS PROJETS

Le premier « Diaspora Bond » burkinabè a mobilisé 151,5 milliards de francs CFA en un mois, dépassant nettement l'objectif fixé. L'opération transforme l'épargne des ressortissants établis à l'étranger et des investisseurs nationaux en ressources destinées à l'industrie, aux mines et aux infrastructures.

MOHAMED KENOUI



Lancement du « Diaspora Bond » le 6 mai 2026 à Ouagadougou.

L'Emprunt patriote » ne repose pas sur un don. Chaque souscripteur acquiert une obligation de l'État, rémunérée puis remboursée selon un calendrier établi. Lancée le 6 mai 2026, l'émission proposait des titres de 10 000 francs CFA, avec deux formules : 6,75% sur cinq ans et 6,85% sur sept ans. Les revenus sont exonérés d'impôts

et le capital est amorti de manière constante. La souscription passait par une société de gestion et d'intermédiation. Cette première phase visait 125 milliards de francs CFA sur un programme pluriannuel de 240 milliards. À sa clôture, le 6 juin, elle avait recueilli 151,5 milliards, soit 26,5 milliards de plus que prévu. Les ambassades, les consulats,

une plateforme numérique et les intermédiaires financiers ont accompagné la mobilisation. La documentation initiale annonçait notamment une zone franche agro-industrielle et la centrale hydroélectrique de Bagré Aval. Une usine d'engrais, des routes, des équipements énergétiques, des unités de valorisation des déchets et des logements sociaux figuraient aussi parmi les projets présentés.

Affectations Le 6 juillet, le gouvernement a signé quatre conventions représentant 85 milliards de francs CFA. Quinze milliards doivent renforcer CIM Sahel, 30 milliards financer une nouvelle unité de SN BRAFASO à Bobo-Dioulasso et 40 milliards soutenir, par l'intermédiaire de la SOPAMIB, la relance des mines de Perkoa et de Taparko.

Le mécanisme convertit ainsi une partie de l'épargne disponible en financement à long terme. À la différence d'un transfert familial, l'argent est placé dans un instrument financier : l'État emprunte, le souscripteur devient créancier et perçoit un rendement en contrepartie du risque pris. Cette architecture peut réduire la dépendance à certains financements extérieurs, sans supprimer l'obligation de rembourser. Le résultat constitue un succès de mobilisation, désormais suivi d'une première affectation. Il ne mesure encore ni l'exécution des conventions, ni les capacités industrielles créées, ni les emplois générés. L'impact productif se lira dans l'avancement des projets, la traçabilité des décaissements, la publication des résultats et le respect des échéances dues aux souscripteurs. Il faudra aussi préciser comment les 66,5 milliards restants seront engagés et articulés avec les projets initialement annoncés au public, de manière transparente. ■

DIASPORA MALIENNE : DES TRANSFERTS À L'INVESTISSEMENT

Les transferts de la diaspora occupent une place majeure dans l'économie malienne mais alimentent encore peu l'investissement productif. Une étude menée auprès de 210 particuliers et de 90 organisations de la diaspora établis en France, en Espagne et en Italie révèle un potentiel encore insuffisamment mobilisé.

1. LE POIDS DES TRANSFERTS

Près de **700** milliards de francs CFA par an, soit environ **5,6%** du PIB. La part orientée vers l'investissement productif est estimée autour de **5%**.

2. DE L'INTENTION À L'ACTION

Parmi les particuliers interrogés, **95%** veulent entreprendre mais seulement **20%** ont déjà réalisé de premiers investissements. **70%** des projets représentent entre **6,6** et **32,8** millions de francs CFA.

3. LE DÉFI DU FINANCEMENT

Parmi les entrepreneurs interrogés, **82%** citent l'accès au financement comme premier obstacle. Seulement **5%** ont eu recours à une banque ou à une institution de microfinance. **93%** se financent sur fonds propres ou avec l'aide de leurs proches.

4. UNE ÉPARGNE À MOBILISER

Parmi les répondants, **69%** ont placé ou souhaitent placer de l'argent au Mali dont **64%** envisagent plus de **6,6** millions de francs CFA. **70%** disposent d'un compte à la fois en Europe et au Mali.

5. LES SECTEURS D'INTÉRÊT

Sur les **90** organisations interrogées, **83%** interviennent dans la production agricole, **59%** dans la santé et **58%** dans l'éducation. **55%** recourent à un partenaire technique.

6. DU FID 2025 AU FORUM 2026

En 2025, plus de **500 participants**, dont plus de **300 investisseurs** venus de **66 pays**, ont pris part au Forum, qui a débouché sur des recommandations et un guide d'investissement. En 2026, près de **700 participants** sont attendus du 16 au 18 juillet au CICB, autour de quatre panels, de rencontres B2B, de projets bancables, d'expositions et du guichet « Diaspora Invest ».

Source : OIM, Étude FIDA/ADEPT/RMA 2022, Conseil des ministres du Mali, Ministère des Maliens établis à l'étranger et de l'Intégration africaine.

Paru dans Journal du Mali l'Hebdo N°585 du 16 au 22 juillet 2026

Journal du Mali

KOWBEYE!



CHAQUE SAMEDI | 20H15

TM1

La télé qui vous allume !

INFO • CULTURE • DIVERTISSEMENT

CEDEAO - AES : LES CONTOURS D'UNE COEXISTENCE RÉGIONALE

À quelques jours du sommet de la CEDEAO, prévu le 19 juillet à Lungi, les contacts avec l'AES, auxquels s'ajoutent les initiatives de l'Union africaine et de la Russie, redessinent les rapports régionaux. Libre circulation, commerce et sécurité deviennent les principaux terrains d'une coexistence encore provisoire.

MASSIRÉ DIOP

Cette 69^{ème} session demeure un rendez-vous interne à la CEDEAO. Aucune rencontre officielle avec l'AES n'est annoncée. Le programme rendu public met en avant la paix, la gouvernance, le commerce et l'intégration, des dossiers liés aux rapports avec les voisins sahéliens. Le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont officiellement quitté la Communauté le 29 janvier 2025. Pour prévenir une rupture, la CEDEAO a maintenu, « jusqu'à nouvel ordre », la reconnaissance des passeports, la circulation sans visa, les droits de résidence et d'établissement et le régime préférentiel des biens et services. Le sommet suit plusieurs gestes diplomatiques récents. Les ministres de l'AES ont reçu Sergueï Lavrov à Niamey, Bamako et Alger ont rétabli leurs ambassadeurs et rouvert leurs espaces aériens, puis Mahmoud Ali Youssouf de l'UA a effectué une visite au Mali les 12 et 13 juillet.



Les dirigeants de la CEDEAO lors du 68^{ème} sommet ordinaire de l'organisation le 14 décembre 2025 à Abuja.

l'heure, aucun élément public n'établit une médiation russe. Le retour des canaux facilite les consultations, mais le contentieux du drone abattu et les divergences sur les groupes armés demeurent.

Passerelles L'AES a déclaré son territoire sans visa pour les ressortissants de la CEDEAO et leur reconnaît les droits d'entrée, de circulation, de résidence et d'établissement. Ces décisions réciproques ont limité les perturbations, sans constituer encore un accord commun durable. Pour les voyageurs et les

Sécurité La coopération sécuritaire constitue le dossier le plus urgent. Groupes armés, trafics et réseaux criminels franchissent les frontières entre le Sahel et les pays côtiers. Le renseignement, les alertes précoces et la coordination locale restent nécessaires, malgré des doctrines militaires et des partenariats extérieurs différents. Pourtant, la confiance politique demeure fragile. Les sanctions, la menace d'intervention militaire au Niger et les désaccords sur les transitions ont laissé des contentieux. Les autorités sahéliennes placent l'égalité souveraine, la non-ingérence et la reconnaissance de leur Confédération au centre de leurs relations extérieures. Le dialogue ne possède pas encore de cadre conjoint stabilisé. En juin, des experts du Mali, du Burkina Faso et du Niger se sont réunis à Ouagadougou pour préparer une position commune avant de futures consultations avec la CEDEAO sur la sécurité, le commerce et la stabilité régionale.

Horizon Lungi peut préciser la position des Douze et leur mandat pour les négociations futures. Des interlocuteurs désignés, un calendrier et des groupes techniques permettraient de passer des mesures unilatérales à des arrangements négociés sur la circulation, les échanges et la sécurité transfrontalière. Les limites restent visibles. Le programme public du sommet ne garantit aucune déci-

EN BREF

PRÈS DE 700 000 DÉPLACÉS ET RÉFUGIÉS FACE AU RECUL DE L'AIDE

La pression humanitaire reste forte, alors que les financements couvrent moins d'un cinquième des besoins. Dans le centre du pays, un programme européen mise sur la prévention des risques explosifs. Le Mali compte environ 415 000 déplacés internes et près de 280 000 réfugiés venus du Burkina Faso et du Niger. Mopti concentre 39% des réfugiés enregistrés. Plus de la moitié des déplacés sont des enfants, tandis que l'insécurité fragilise les services essentiels. Le plan humanitaire 2026, évalué à 577,9 millions de dollars, n'était financé qu'à 18,5% mi-juillet, selon l'OCHA. Il manque encore 471 millions de dollars. Dans les cercles de Macina, Niono, San et Tominian, DanChurchAid et AAPPOR affirment avoir sensibilisé 54 820 personnes aux engins explosifs et aux armes légères depuis avril 2024. Le projet a formé 116 relais communautaires et soutenu 406 victimes par une aide médicale, alimentaire, financière ou psychosociale. Ces résultats soulignent le rôle des dispositifs locaux face au recul de l'aide internationale. ■

La recomposition régionale se joue moins dans un retour à l'ancienne CEDEAO que dans l'organisation d'une coexistence prévisible.

Dégel D'ailleurs, le communiqué Russie - AES du 8 juillet saluait la « dynamique positive du dialogue » avec la CEDEAO et l'Union africaine. Moscou confirmait aussi son soutien militaire et diplomatique à la Confédération. Toutefois, le partenariat russe n'exclut pas la reprise des contacts africains. À Bamako, Mahmoud Ali Youssouf a qualifié ses échanges de « francs, approfondis et constructifs ». À sa sortie d'audience avec le chef de l'État, il a reconnu l'AES comme « une réalité du paysage régional » et plaidé pour le dialogue, le bon voisinage et une réponse collective au terrorisme. Le dégel entre le Mali et l'Algérie complète ce tableau. Pour

opérateurs, les incertitudes concernent les contrôles, les assurances, les diplômes, la protection sociale, les titres de séjour et les documents de l'AES. Des réglementations divergentes compliqueraient des pratiques jusque-là encadrées par les protocoles communautaires. L'économie impose aussi des passerelles. Les pays de l'AES, sans accès maritime, dépendent des corridors vers les ports côtiers. Les États littoraux profitent du transit et des débouchés sahéliens. Des écarts tarifaires ou douaniers augmenteraient les délais, les coûts de transport et les prix.



DR CHEICK OUMAR SOUMANO

« Il faut que les jeunes soient associés »

Dans le cadre de la Journée mondiale des compétences des jeunes, célébrée le 15 juillet, Dr Cheick Oumar Soumano, Président de l'Organisation des jeunes patrons et Coordinateur du Baromètre, analyse les politiques de formation et d'insertion au Mali.

MASSIRÉ DIOP

Quel bilan faites-vous des politiques publiques de formation des jeunes ?

Nous pouvons être satisfaits de ce qui a été entrepris par les autorités. Le ministère chargé de la Jeunesse intervient surtout sur la citoyenneté et la sensibilisation, tandis que celui chargé de l'Entrepreneuriat, de l'Emploi et de la Formation professionnelle agit davantage sur la formation, l'insertion et la création d'entreprises. Ces actions couvrent plusieurs domaines. Mais les besoins restent énormes. Les politiques doivent donc être intensifiées afin qu'une plus grande partie de la jeunesse puisse en bénéficier.

Pourquoi l'inadéquation entre formation et emploi persiste-t-elle ?

Beaucoup de programmes ont été conçus sans associer les Directeurs des Ressources Humaines et sans tenir compte des tendances de l'économie pour les vingt prochaines années. Les cursus universitaires ont souvent été pensés sur une base théorique, sans correspondre aux besoins réels. Cette difficulté concerne le Mali, mais aussi d'autres pays de la sous-région et de l'AES. Les reconversions professionnelles apportent une réponse. Un diplômé en anglais destiné à l'enseignement peut, par exemple, devenir secrétaire bilingue grâce à une formation adaptée et à un stage. Ce n'est pas la faute des jeunes. Les autorités cherchent aujourd'hui à corriger une situation qui a fortement affecté leur insertion.

Quelle part de responsabilité les pouvoirs publics portent-ils ?

Je préfère parler d'une mauvaise perception plutôt que de responsabilité. Les programmes étaient élaborés au bénéfice des jeunes sans les associer suffisamment et sans consulter pleinement le secteur privé, qui utilise les compétences. L'État a joué son rôle de formation et d'éducation. Il doit désormais rassembler les acteurs, mettre leurs compétences en synergie et mieux prendre en compte les besoins des employeurs afin de rendre l'insertion plus efficace.

Quelles réformes attendez-vous ?

« Il faut que les jeunes soient associés », notamment à travers le Conseil national de la Jeunesse. Toutes les composantes du secteur privé doivent aussi être écoutées, de l'agriculture à l'artisanat, en passant par l'industrie, le commerce et les services. Ensemble, les acteurs doivent élaborer les curricula et instaurer un cadre permanent de concertation et d'évaluation. Les jeunes doivent participer au suivi des propositions et de leur impact sur l'insertion. Ce travail produira ses effets à moyen et long terme. ■

CANAL+

EN MAI, NE SOYEZ PAS HORS-JEU



LE DECODEUR HD

1000

FCFA
TTC*

PARABOLE + INSTALLATION OFFERTES

TOUTES LES CHAÎNES

+ DSTV ENGLISH PLUS

2000

FCFA
TTC**

POUR DE PLUS SUR VOTRE REABONNEMENT

* Offre valable du 30 avril au 31 mai 2025 dans la limite des stocks disponibles, pour tout nouvel abonnement à partir de deux (2) mois à la formule ACCESS. Parabole et installation offertes. Voir tarifs et conditions auprès de votre distributeur agréé.

** Offre valable du 30 avril au 31 mai 2025. Réabonnez-vous à votre formule habituelle en ajoutant 2000 FCFA, et profitez de toutes les chaînes et de l'option DSTV ENGLISH PLUS pendant 30 jours. Offre valable 1 seule fois sur la période.

36 555

COÛT D'UN APPEL LOCAL SELON VOTRE OPÉRATEUR

FORUM D'AFFAIRES MALI-MAROC : À LA RECHERCHE D'UN MEILLEUR ÉQUILIBRE

Le Mali et le Maroc organisent, le 23 juillet 2026 à Bamako, un forum d'affaires en marge de la quatrième Grande Commission mixte de coopération. La rencontre doit rapprocher entreprises et décideurs autour de secteurs prioritaires, notamment l'agro-industrie, les mines, l'énergie, la santé, les transports et la construction.

FATOUMATA MAGUIRAGA

Bamako se prépare ainsi à accueillir les opérateurs économiques des deux pays dans un contexte de relance diplomatique. Le forum ne part toutefois pas de zéro. Dix-sept accords avaient déjà été signés en 2014 dans des domaines allant de l'investissement à l'agriculture. L'enjeu consiste désormais à transformer ces cadres en projets financés, suivis et créateurs de valeur au Mali. Le retrait, en avril 2026, de la reconnaissance malienne de la République arabe sahraouie démocratique a marqué un rapprochement politique avec Rabat. Le Maroc a ensuite porté à 300 le nombre annuel de bourses destinées aux étudiants maliens. Le Conseil d'affaires bilatéral, relancé en juin, doit accompagner les investissements, les partenariats privés et le transfert de compétences.

Implantation Dans les télécommunications, l'État malien est redevenu actionnaire majoritaire de la SOTELMA, exploitant la marque Moov Africa Malitel, avec 56% du capital contre 44% pour Maroc Telecom. L'accord, acté en 2024, s'est

Actionnariat Moov Africa Malitel

Mali : 56%

Maroc Télécom : 44%



Le Forum Mali-Maroc veut booster les opportunités d'affaires entre les deux pays.

accompagné du renouvellement de la licence. Cette présence complète des coopérations déjà engagées dans l'agriculture, où OCP Africa intervient sur les engrais, la cartographie des sols et l'appui aux producteurs. En avril, une délégation marocaine a également travaillé à Bamako sur les infrastructures hospitalières, l'industrie pharmaceutique et le système électrique. Le secteur bancaire reste l'un des principaux ancrages marocains. BANK OF AFRICA-Mali appartient au réseau BOA, dont BMCE Bank of Africa est l'actionnaire de référence. Attijariwafa bank détient la majorité de la Banque internationale pour le Mali, tandis que Banque Atlantique Mali relève

d'Atlantic Business International, désormais entièrement contrôlée par le groupe Banque Centrale Populaire. Pour le Mali, la priorité demeure l'investissement productif, la transformation locale des matières premières et l'accès des entreprises nationales au marché marocain. En 2024, les exportations marocaines vers le Mali ont atteint 171,89 millions de dollars, contre seulement 3,93 millions dans l'autre sens. Le déséquilibre, proche de quarante-quatre pour un, souligne la faiblesse de l'offre exportable malienne et des circuits commerciaux. Le succès du forum se mesurera moins au nombre d'accords annoncés qu'aux projets effectivement réalisés, aux emplois créés et à la capacité d'élargir les exportations maliennes. ■

EN BREF

FORTUNES MONDIALES : L'AFRIQUE ENREGISTRE UNE HAUSSE

En Afrique, le nombre de personnes ultra-riches a augmenté de 23,7% en 2025. Cette progression s'est accompagnée d'une hausse de leur patrimoine cumulé, favorisée notamment par la baisse des taux d'intérêt, l'appréciation de plusieurs monnaies africaines face au dollar, l'accélération de la transformation numérique et l'essor des investissements dans les minerais stratégiques. Selon un rapport du cabinet de conseil en gestion de patrimoine Altrata, le continent comptait 3 340 personnes détenant chacune un patrimoine égal ou supérieur à 30 millions de dollars à la fin de 2025. Cette progression, la plus forte au monde, dépasse celles enregistrées en Amérique, avec 15%, en Europe, avec 14,5%, et en Asie, avec 15,8%. La fortune cumulée des particuliers africains ultra-riches a atteint 400 milliards de dollars, soit une hausse de 22,4%. Malgré cette évolution, l'Afrique ne représente encore que 0,6% de la population mondiale des ultra-riches et 0,7% de leur fortune cumulée. D'ici 2030, elle devrait toutefois conserver le rythme de croissance le plus élevé, avec une moyenne annuelle de 8,4%, devant le Pacifique, l'Amérique latine, l'Asie, l'Amérique du Nord et l'Europe, selon les projections présentées dans le même rapport et malgré des écarts entre les régions. ■

Prix à la consommation Une hausse de 1% en juin

L'indice harmonisé des prix à la consommation des ménages au Mali a progressé de 1% en juin 2026 par rapport à mai, pour atteindre 108 points. Sur trois mois, la hausse s'établit à 2,2%, tandis que l'inflation sur un an, entre juin 2025 et juin 2026, atteint 2%. Selon le bulletin mensuel de l'Institut national de la statistique, l'évolution observée en

juin est principalement liée aux produits alimentaires et boissons non alcoolisées, dont les prix ont augmenté de 2,7%. Cette progression concerne notamment les légumes frais, les tubercules, la viande et certains produits de la pêche, qui pèsent fortement dans les dépenses des ménages. Les prix des restaurants et services d'hébergement ont

également progressé de 2,6%. Les boissons alcoolisées, le tabac et les stupéfiants ont augmenté de 1,3%, tandis que les dépenses de santé ont enregistré une hausse de 0,6% par rapport au mois précédent. Hors produits frais et énergie, l'inflation sous-jacente est restée stable sur un mois et ressort à 0,6 % sur un an. Les produits locaux ont davantage contribué à la hausse que les

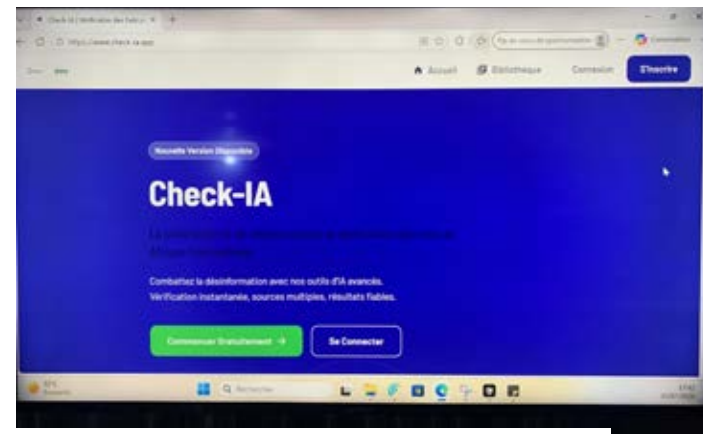
produits importés, ce qui traduit des tensions internes sur l'offre et l'approvisionnement. L'INSTAT suit plusieurs centaines de biens et services dans des milliers de points de vente à travers le pays. L'inflation moyenne sur douze mois demeure contenue, mais la progression des prix alimentaires continue de peser sur le pouvoir d'achat des ménages. ■

Check-IA Une riposte malienne à la désinformation grâce à l'IA

Au Mali, la désinformation et la mésinformation gagnent chaque jour du terrain, portées par la viralité des réseaux sociaux et la circulation rapide de contenus non vérifiés. Rumeurs sécuritaires, fausses informations sanitaires, manipulations politiques : ce flot d'informations douteuses fragilise la confiance du public et peut avoir des conséquences réelles sur la cohésion sociale. Face à ce défi, une initiative locale entend apporter une réponse technologique et citoyenne : Check-IA.

Développée par AGENTSIA, Check-IA Mobile est une application conçue pour aider les Maliens à vérifier la fiabilité des informations qu'ils reçoivent grâce à l'intelligence artificielle. Le projet entre actuellement dans sa phase bêta, une étape-clé qui invite les premiers utilisateurs à tester l'outil avant un déploiement plus large. Une session de test était prévue ce mercredi 15 juillet 2026. L'un des atouts majeurs de Check-IA réside dans sa volonté d'ancrage local. Contrairement à de nombreux outils de vérification importés et pensés pour d'autres contextes, cette solu-

tion intègre progressivement les langues nationales, à commencer par le bambara. Cette approche vise à rendre la technologie plus accessible, notamment pour les populations qui ne maîtrisent pas nécessairement le français, langue souvent privilégiée par les plateformes numériques classiques. Les retours des bêta-testeurs joueront un rôle déterminant dans l'évolution de l'application. En identifiant les failles, en suggérant des améliorations et en confrontant l'outil aux réalités du terrain malien, les premiers utilisateurs participeront directement à la construction d'une intelligence



L'application Check-IA va à la traque de la désinformation.

artificielle plus juste, plus inclusive et mieux adaptée aux besoins des communautés locales. En reconnaissance de leur implication, chaque participant actif recevra une attestation officielle de participation à cette phase bêta. Dans un pays où l'accès à une information fiable est un enjeu de stabilité sociale et démocratique, des initiatives comme Check-IA illustrent une tendance encourageante : celle

de solutions technologiques pensées depuis l'Afrique pour l'Afrique. En misant sur l'intelligence artificielle tout en valorisant les langues et réalités locales, AGENTSIA propose un modèle où innovation et souveraineté numérique se rejoignent, au service d'un objectif commun visant à redonner aux citoyens les moyens de démêler le vrai du faux. ■

IBRAHIM BABY



BAMAKO CITY TOUR : INSCRIRE LE TOURISME LOCAL DANS LA DURÉE

Du 18 juillet au 27 septembre 2026, l'Agence de promotion touristique du Mali organise la quatrième édition de Bamako City Tour. Porté par le département de la Culture, le programme vise à rapprocher les résidents des sites touristiques et à soutenir un secteur affaibli par la crise. Après trois éditions aux résultats jugés encourageants, l'enjeu est désormais de consolider l'élan.

FOUTOUMATA MAGUIRAGA



Bamako City Tour est à sa 4ème édition.

Organisée en partenariat avec les agences de voyages et les guides touristiques, l'initiative s'installe progressivement dans l'agenda culturel du pays. Elle cherche à développer le tourisme intérieur et à rendre leur patrimoine plus accessible aux Maliens. Elle offre aux locaux l'occasion de découvrir des lieux souvent proches, mais encore absents de leurs habitudes de loisirs et de sorties. « C'est un programme qui a révolutionné l'accessibilité et la promotion des sites touristiques auprès des résidents nationaux, majoritairement des enfants et adolescents, mais également des adultes », assure Sidy Keita, Directeur général de l'APT. Après trois éditions, l'Agence estime que Bamako City Tour a favorisé la valorisation des sites, le développement de

parcours touristiques urbains et un nouveau regard des populations sur leur patrimoine. Le programme a aussi contribué à relancer l'activité des agences de voyages et des guides, dont le travail a été fortement touché par la crise.

Chaque année, le programme mobilise plus de quinze agences de voyages et une vingtaine de guides.

Maintenir la dynamique Selon le Directeur général de l'APT, au moins une vingtaine de sites touristiques ont été valorisés à Bamako et dans les régions. Environ 40 000 personnes ont bénéficié de visites subventionnées à Bamako, Ségou, Sikasso, Mopti et Kayes. Les contenus réalisés autour de ces sites auraient, pour leur part, touché près

de 15 millions de personnes. Chaque année, le programme mobilise plus de quinze agences de voyages et une vingtaine de guides. Il leur a également permis de proposer et de vendre des circuits touristiques au-delà de la période consacrée au City Tour, prolongeant ainsi les retombées de l'opération. La pérennisation de ces acquis exige cependant des investissements importants. La Phase II, centrée sur les parcours interurbains, suppose des routes praticables, des sites entretenus, une signalisation adaptée et de meilleures conditions d'accueil et de visite. Plusieurs lieux historiques restent encore méconnus

ou difficilement accessibles. Maintenir la dynamique passe enfin par l'élargissement des circuits et des expériences proposés aux visiteurs. Bamako City Tour peut contribuer à la relance du tourisme intérieur, à condition que l'initiative gagne en régularité, consolide les professionnels mobilisés et améliore durablement l'accès au patrimoine. ■

EN BREF

HADJ 2027 : LES AGENCES PRIVÉES FIXENT LES INSCRIPTIONS AU 20 DÉCEMBRE

À l'occasion du lancement officiel de la campagne du Hadj 2027, la Commission des agences de voyages privées a dressé le bilan de ses activités, formulé plusieurs recommandations et appelé à une meilleure organisation du pèlerinage au Mali. Ce 14 juillet, la Commission des agences privées a fait le bilan du pèlerinage 2026, tout en précisant les conditions du pèlerinage 2027. Selon la Commission, les agences privées assurent l'encadrement de plus de 11 000 pèlerins, contre environ 2 000 pour la filière publique. Elles rappellent également leur importante contribution aux recettes de l'État à travers le paiement des taxes, des impôts et des cotisations sociales. Réaffirmant leur engagement à garantir un transport sécurisé, un hébergement de qualité et un suivi sanitaire adéquat des pèlerins, les responsables soulignent plusieurs difficultés. Parmi celles-ci, la lenteur du traitement des inscriptions, une répartition inéquitable des délégués et une concurrence jugée déloyale avec la Maison du Hadj. La Commission plaide ainsi pour un dialogue constructif entre tous les acteurs du secteur afin d'améliorer durablement l'organisation du pèlerinage dans l'intérêt des fidèles maliens. Elle annonce également que la date limite de dépôt des dossiers de candidature est fixée au 20 décembre 2026. Par ailleurs, les futurs pèlerins sont invités à s'inscrire exclusivement auprès des agences affiliées aux 17 associations agréées. La Commission demande enfin aux autorités de renforcer leur soutien au secteur privé par des exonérations ciblées et une simplification des procédures administratives. ■

JOSEPH AMARA DEMBÉLÉ

ÉCHOS DES RÉGIONS

TONKA : SOUS LE CHOC APRÈS QUATRE ASSASSINATS CIBLÉS

À Tonka, dans la région de Tombouctou, l'assassinat d'Abdoulaye Mahalmoudou Tandina, ancien responsable de la corporation des bouchers, a ravivé une profonde inquiétude. Sa mort, survenue le 13 juillet, s'ajoute à trois autres assassinats ciblés recensés depuis novembre 2025. La première victime connue est Mariam Cissé, jeune créatrice de contenus exécutée publiquement après son enlèvement. Ont suivi Amadou Baby, dit Marco, responsable associatif, puis Abdoul Salam Maïga, Directeur d'une médersa. En huit mois, quatre figures civiles locales ont ainsi été tuées. Les écoles avaient observé un deuil après le troisième assassinat. Dans la ville, ces disparitions successives nourrissent stupeur, peur et incompréhension. Les victimes appartenaient à des univers différents, sans qu'aucun lien établi ne permette d'attribuer les crimes au même groupe ou au même mobile. Leur succession a toutefois installé un sentiment d'insécurité durable au sein de la population. ■

ÉTATS-UNIS - IRAN : ORMUZ AU CŒUR DE LA REPRISSE DES HOSTILITÉS

Les récentes frappes américaines et les ripostes iraniennes ont fragilisé l'accord intérimaire conclu en juin pour arrêter la guerre et rouvrir le détroit d'Ormuz. La crise menace désormais la navigation, les marchés énergétiques et l'équilibre régional bien au-delà du Golfe.

MASSIRÉ DIOP



La guerre entre les Etats-Unis et l'Iran a repris sur fond de contrôle du détroit d'Ormuz.

Les États-Unis et l'Iran ont repris leurs attaques, après plusieurs semaines de trêve précaire. Washington a frappé des sites de missiles, de drones et de surveillance, tandis que Téhéran a visé une base militaire américaine en Jordanie, Bahreïn et des pétroliers proches du détroit. Un marin indien a été tué et huit autres blessés lors d'attaques contre deux navires liés aux Émirats arabes unis. Signé le 17 juin, le mémorandum intérimaire prévoyait l'arrêt des hostilités, la réouverture d'Ormuz et soixante jours de négociations sur le nucléaire iranien, les sanctions et la navigation. Le Pakistan et le Qatar avaient facilité l'entente, tandis qu'Oman intervenait sur les modalités ma-

ritimes. L'application du texte s'est heurtée à des lectures opposées, Washington exigeant un passage libre et Téhéran revendiquant l'organisation du trafic.

Ormuz sous pression Donald Trump a annoncé le rétablissement d'un blocus sur les ports iraniens et proposé une contribution équivalant à 20% de la valeur des cargaisons protégées par les États-Unis. Les modalités restent à préciser et suscitent des réserves parmi les armateurs et les gouvernements, attachés à la liberté de navigation. Près d'un cinquième du pétrole mondial transitait habituellement par Ormuz. Le Brent a dépassé 86 dollars le baril, tandis que le trafic commercial de pétroliers

est tombé à son plus bas niveau depuis deux mois. Les assureurs ont relevé leurs primes de guerre, certains recommandant de suspendre les traversées, et les coûts d'affrètement ont fortement augmenté. L'Arabie saoudite, les Émirats, le Qatar, le Koweït, l'Irak et Bahreïn dépendent largement du détroit pour leurs exportations énergétiques. Le Qatar, grand fournisseur de gaz naturel liquéfié, cumule ainsi les rôles de médiateur et d'État exposé à toute fermeture prolongée.

La médiation continue Malgré les frappes, les canaux diplomatiques restent actifs. Doha, Islamabad et Mascate cherchent à rétablir les discussions. Washington réclame un engagement public iranien garantissant la sécurité maritime, tandis que Téhéran conditionne l'apaisement à la fin des opérations américaines. La crise dépasse le Golfe. La hausse du pétrole renchérit le transport, l'électricité, les engrais et les denrées importées. La stabilité d'Ormuz déterminera la solidité de la trêve, la reprise des flux énergétiques et la possibilité d'un règlement politique durable. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

CLIMAT : LA CHALEUR EXTRÊME GAGNE DU TERRAIN DANS LE MONDE

L'Europe traverse une nouvelle vague de chaleur, après un mois de juin record dans sa partie occidentale. Les scientifiques relient ces extrêmes à un réchauffement qui touche désormais toutes les régions du monde. Avec 20,74°C en moyenne, juin a été le mois le plus chaud jamais mesuré en Europe occidentale et le deuxième plus chaud à l'échelle mondiale. L'agence Copernicus relève aussi des températures marines exceptionnelles, qui aggravent les risques sanitaires, écologiques et matériels. World Weather Attribution estime que les émissions fossiles ont rendu les vagues de chaleur européennes plus fréquentes et plus intenses. L'OMS rappelle que l'Europe se réchauffe environ deux fois plus vite que la moyenne mondiale et que la chaleur y a causé plus de 200 000 décès en quatre ans. Le phénomène est désormais mondial. Une atmosphère plus chaude retient environ 7% d'humidité supplémentaire par degré, renforçant les pluies extrêmes, tandis que d'autres régions subissent sécheresses, incendies ou précipitations cycloniques plus intenses. ■

Europe - Ukraine Paris accélère la défense sans remplacer Washington

Réunis le 13 juillet à Paris, dix pays, dont l'Ukraine, ont lancé une coalition intégrée contre les missiles balistiques. L'initiative renforce la capacité industrielle européenne, tout en maintenant une forte dépendance envers les équipements américains. Le Danemark, la France, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Norvège, l'Espagne, la Suède, le Royaume-Uni et l'Ukraine veulent bâtir une architecture commune de défense antimissile. Face à l'intensification des frappes balistiques russes, le projet doit mettre en réseau les systèmes existants, mutualiser la recherche et les capacités industrielles, puis bâtir une défense commune fondée sur l'expérience ukrainienne. Cette initiative, distincte mais complémentaire de la Coalition des volontaires,

accompagne l'augmentation des livraisons d'intercepteurs et la préparation de garanties de sécurité après un cessez-le-feu crédible. L'Union européenne a parallèlement arrêté un prêt de 90 milliards d'euros pour 2026 - 2027, dont 60 milliards destinés aux capacités industrielles de défense ukrainiennes. L'autonomie reste toutefois partielle. Le programme PURL, financé par les alliés pour fournir des matériels américains prioritaires, assurait encore en mai environ 70% des missiles Patriot de l'Ukraine et 90% des munitions utilisées par ses autres systèmes antiaériens. Paris marque ainsi une accélération européenne, sans effacer le rôle militaire et logistique de Washington. ■

MONDIAL 2026 : ESPAGNE-ARGENTINE AU SOMMET D'UNE ÉDITION INÉDITE

La Coupe du monde 2026 s'apprête à livrer son verdict après cinq semaines de compétition organisées aux États-Unis, au Canada et au Mexique. L'Espagne et l'Argentine se disputeront le titre dimanche 19 juillet à 19h00 GMT au New York New Jersey Stadium d'East Rutherford. La France et l'Angleterre joueront auparavant la troisième place samedi à Miami.

MOHAMED KENOUI



La grande finale du **Mondial 2026** aura lieu ce dimanche 19 juillet 2026.

À l'approche de la finale, le tournoi a déjà dégagé les principales tendances de son bilan. L'élargissement à 48 sélections a ouvert la compétition à davantage de nations sans effacer la domination des équipes les mieux armées pour durer. Plusieurs outsiders ont contrarié les favoris au cours des tours à élimination directe. L'accès au dernier carré est toutefois resté lié à la régularité, à la profondeur des effectifs et à la capacité de gérer les moments décisifs.

Un format qui change l'échelle Pour la première fois, 48 équipes ont été réparties dans 12 groupes de quatre. Les deux premières de chaque groupe ainsi que les huit meilleurs troisièmes ont rejoint les seizièmes de finale. Cette nouvelle organisation a porté le programme à 104 matchs. Elle a aussi imposé une rencontre supplémentaire aux équipes allant jusqu'au bout puisque les finalistes disputeront chacune un huitième match. Les seizièmes ont constitué la principale nouveauté sportive. Ils ont prolongé le suspense pour plusieurs équipes et réduit la marge d'erreur des prétendants au titre. La gestion de l'effort, les solutions disponibles sur le banc et la faculté de conserver un niveau élevé pendant plus d'un mois ont davantage pesé. L'édition 2026 a également été la première organisée conjointement par trois pays. Le Canada, le Mexique et les États-Unis ont tous atteint les huitièmes de finale mais aucun des trois coorganisateur n'a réussi à rejoindre les quarts.

Des surprises sans véritable révolution Le tournoi a réservé plusieurs coups de

théâtre. L'Allemagne a été éliminée par le Paraguay aux tirs au but dès les seizièmes. Le Brésil a ensuite vu son parcours s'arrêter en huitièmes face à la Norvège. Ces résultats ont confirmé le resserrement des écarts sans entraîner un bouleversement complet de la hiérarchie. La France, l'Espagne, l'Angleterre et l'Argentine ont finalement composé un dernier carré exclusivement européen et sud-américain. La présence de ces quatre nations a rappelé le poids de l'expérience dans les rencontres décisives. Les surprises ont marqué les premiers tours mais les sélections les plus régulières ont repris le dessus à l'approche de la finale.

L'Afrique progresse sans retrouver le dernier carré Avec dix représentants, l'Afrique disposait d'une présence sans précédent. Neuf équipes ont franchi la phase de groupes, seule la Tunisie ayant été éliminée avant les seizièmes de finale. Le Maroc a de nouveau réalisé le meilleur parcours continental. Après avoir atteint les demi-finales en 2022, les Lions de l'Atlas se sont hissés en quarts avant de s'incliner face à la France. L'Égypte a atteint les huitièmes de finale. L'Afrique du Sud, le Sénégal, la République démocratique du Congo, le Ghana, le Cap-Vert, l'Algérie et la Côte d'Ivoire ont quitté la compétition en seizièmes. Le continent ne place aucun représentant dans le dernier carré mais le bilan montre une progression collective. La présence de neuf équipes dans la phase à élimination directe constitue l'un des enseignements majeurs de cette édition.

Espagne-Argentine, un choc attendu L'Espagne a décroché sa qualification en

dominant la France 2-0 en demi-finale grâce à Mikel Oyarzabal et Pedro Porro. Sa maîtrise du ballon, son pressing et sa solidité défensive ont accompagné son parcours jusqu'à une deuxième finale mondiale, seize ans après son titre de 2010. L'Argentine a renversé l'Angleterre 2-1 dans les dernières minutes. Anthony Gordon avait donné l'avantage aux Anglais avant l'égalisation d'Enzo Fernández et le but décisif de Lautaro Martínez dans le temps additionnel. Lionel Messi a délivré les deux passes décisives. Tenante du titre, l'Albiceleste disputera une deuxième finale consécutive et la septième de son histoire. Elle arrive à East Rutherford avec sept victoires et la meilleure attaque de la compétition grâce à 19 buts. L'Espagne présente un profil différent. La Roja n'a concédé qu'un but en sept rencontres et a conservé sa cage inviolée à six reprises. Elle cherchera une deuxième étoile mondiale face à une Argentine qui vise un quatrième sacre. Un succès permettrait à l'Albiceleste de devenir la première sélection à conserver la Coupe du monde depuis les deux titres consécutifs du Brésil en 1958 et 1962. Face à elle, l'Espagne tentera de confirmer son retour au premier plan en réunissant le titre européen et le titre mondial. La finale opposera ainsi l'attaque la plus prolifique à la défense la plus efficace du tournoi. Elle mettra également face à face l'expérience de Messi et la nouvelle génération espagnole portée notamment par Lamine Yamal. ■

CARTONS DE LA SEMAINE

Soumaila Coulibaly a été nommé, le 14 juillet 2026, sélectionneur des Aigles U17 par la Fédération malienne de football. Titulaire d'une licence CAF A, l'ancien international malien a déjà dirigé par le passé les sélections nationales U17 et U20. Il sera à la tête des Aiglons pour la Coupe du monde U17 en novembre prochain.

Selon les informations de Sport News Africa, révélées le 15 juillet 2026, la **Fédération sénégalaise de football (FSF)** n'aurait assuré ni les joueurs, ni le staff technique, ni les autres membres de la délégation présents au Mondial 2026. Le gardien Édouard Mendy aurait été contraint de payer lui-même son IRM à la suite de sa blessure.

BALANI DOGOKOUN : QUAND LE BALAFON REPREND LA PAROLE

Du 28 juillet au 2 août 2026, Bamako accueillera la première édition de **Balani Dogokoun**, un festival consacré au balafon. Le rendez-vous veut associer transmission, création artistique et rassemblement autour d'un patrimoine vivant commun à plusieurs communautés maliennes.

SALIMATA WAGUÉ



Le balafon sera à l'honneur lors du **festival Balani Dogokoun** du 28 juillet au 2 août 2026.

Il y a des instruments qui accompagnent les fêtes et d'autres qui portent la mémoire d'un peuple. Le balafon appartient à cette seconde famille. Présent dans les cérémonies, les réjouissances populaires et les récits transmis entre générations, il demeure un marqueur culturel majeur. Les pratiques qui lui sont liées sont inscrites au Patrimoine culturel immatériel de l'Humanité par l'UNESCO. Balani Dogokoun entend prolonger cette reconnaissance en installant à Bamako un nouveau rendez-vous entièrement consacré à l'instrument. Le festival se tiendra sur l'esplanade du Stade du 26 Mars.

À l'origine de l'initiative, Kassim Bengaly, Directeur du festival, veut faire du balafon davantage qu'un objet de spectacle. Il le présente comme un trait d'union entre générations et communautés. « Le balafon est bien plus qu'un instrument de musique. Il est un symbole de transmission des savoirs, de cohésion sociale, de mémoire collective et d'identité culturelle », confie-t-il à notre rédaction. Pendant six jours, Bamako accueillera les traditions musicales du Bélédougou, du KénéDougou, du Mandé, du pays Bwa et d'autres territoires. Chaque soirée mettra une identité en valeur, dans un dialogue

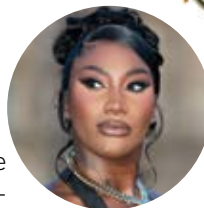
entre les cultures. Neba Solo, Ba Mariam Bagayogo, Madou Blen et Bourama Soumano sont annoncés par les organisateurs. Concerts, conférences, foire exposition, village gastronomique et espace pour enfants compléteront la programmation. L'ambition centrale est la transmission. Les organisateurs souhaitent rapprocher maîtres balafonistes et jeunes générations afin que les techniques, les récits et les significations de l'instrument soient appris autant qu'admirés.

Espace de rencontres Le festival entend valoriser les artisans et les opérateurs culturels, tout en stimulant les circuits touristiques. La culture y est envisagée comme un espace de rencontres, mais aussi comme une source d'activités. Sa réussite dépendra toutefois de l'organisation, de l'accueil du public et de retombées concrètes pour les professionnels mobilisés. À terme, Kassim Bengaly souhaite inscrire Balani Dogokoun parmi les rendez-vous culturels de la sous-région. Cette perspective dépendra de sa capacité à fidéliser le public et à préserver son exigence artistique sur plusieurs éditions successives. Du Bélédougou au pays Bwa, le balafon rassemble des expressions différentes autour d'un héritage commun. Il rappelle, selon Amadou Hampâté Bâ, que « les hommes peuvent atteindre un but commun sans emprunter les mêmes voies ». ■

INFO PEOPLE

AYA NAKAMURA : À MONACO LE 22 JUILLET

Aya Nakamura se produira le mercredi 22 juillet 2026 à la Salle des Étoiles, dans le cadre du Monte-Carlo Summer Festival. Née à Bamako et devenue l'une des figures majeures de la pop francophone, l'artiste franco-malienne animera un dîner-spectacle réunissant ses succès et les titres de son cinquième album, Destinée, paru en novembre 2025. Cette date intervient moins de deux mois après ses trois concerts des 29, 30 et 31 mai au Stade de France, étape majeure d'une carrière portée par Djadja, Copines et Pookie. Ce rendez-vous monégasque confirme son inscription dans les grandes programmations internationales.



VIEUX FARKA TOURÉ : EN ITALIE LE 25 JUILLET

Vieux Farka Touré se produira le 25 juillet 2026 à la Rocca Medievale de Castiglione del Lago, en Italie, au Trasimeno Blues Festival. Né à Niafunké, le guitariste et chanteur malien poursuit une trajectoire qui prolonge l'héritage de son père Ali Farka Touré en l'ouvrant au rock, au funk et aux collaborations internationales. Son répertoire s'appuie notamment sur Les Racines, un retour vers le blues du désert, et sur Ali, enregistré avec le groupe texan Khruangbin. Cette prestation dans un festival itinérant consacré aux musiques noires mettra en avant une guitare reconnaissable, enracinée dans les traditions maliennes et portée vers un public international.



Directeur de publication :
Mahamadou CAMARA
mcamara@journaldumali.com

Directrice déléguée :
Aurélien DUPIN
aurelie.dupin@journaldumali.com

Rédacteur en chef :
Massiré DIOP

Secrétaire de rédaction :
Ramata DIAOURÉ

Rédaction :
Mohamed KENOUI - Fatoumata MAGUIRAGA - Ibrahim BABY

Photographie : Bakary E. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité par IMPACT MÉDIA Presse.
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble Badenya, près M/ÉVA Palace - Bamako
Tél : +223 20 23 00 66
www.journaldumali.com
contact@journaldumali.com



Adoptez des **solutions biométriques avancées** pour plus de **sécurité.**



20 28 00 00
www.afribone.com

